

35

E 2800(-)1990/106/19
[DoDiS-7235]

Notice du Chef du Département politique, M. Petitpierre¹

RÉSUMÉ D'UN ENTRETIEN AVEC LE MARÉCHAL MONTGOMERY À MÜRREN²,
LE 15 FÉVRIER 1950, À 20 H. 15

Strictement confidentiel

[Berne, 15 février 1950]

Le Maréchal Montgomery a commencé son tour d'horizon par une récapitulation des événements historiques les plus saillants des dix dernières années. Les deux événements primordiaux de l'année 1941 furent l'attaque allemande contre la Russie, et celle du Japon contre les Etats-Unis d'Amérique, étendant ainsi les hostilités au monde entier. En 1942, trois événements sont à signaler: la bataille navale de la mer de corail, la bataille de Stalingrad et la bataille d'El Alamein. Leur signification respective équivaut à l'enrayement décisif de l'expansion nipponne en Australie et en Nouvelle-Zélande, à l'avance allemande en Russie et à la menace que l'Allemagne faisait peser sur l'Afrique. Après ces trois batailles, les Alliés pouvaient envisager avec certitude de gagner la guerre.

Comme conséquence de cette nouvelle situation, il y eut plusieurs conférences entre les Alliés, à savoir celle de Téhéran en 1943, qui n'a pas mené à des résultats concrets, et celle de Yalta en janvier 1945, qui revêt par contre une importance primordiale, du fait que pour amener les Russes à déclarer la guerre au Japon, les Alliés leur ont fait des concessions énormes en Europe orientale. Les Russes en ont conclu que leurs Alliés avaient peur d'eux. Nous subissons donc aujourd'hui le contrecoup des fautes commises à Yalta sur le plan diplomatique.

Soulignant que tout ceci appartient maintenant à l'histoire, le Maréchal Montgomery a abordé les événements actuels. D'après lui, il existe deux points névralgiques dans le monde d'aujourd'hui, à savoir l'Allemagne et le sud-est de l'Asie. La situation qui règne en Allemagne serait imputable, pour la plus grande part, aux Alliés. Ces derniers l'ont d'abord divisée en deux zones et ensuite les Alliés occidentaux ont divisé leur propre zone en trois. Le danger prééminent est donc que l'Allemagne fasse cause commune avec les Russes afin de réaliser son unité, quitte à se retourner contre eux, une fois réalisées ses aspirations nationales. En outre, on peut constater dans certains milieux allemands, voire même dans des milieux autres que communistes, une certaine sympathie pour la Russie. Les Alliés occidentaux se neutralisant dans leur

1. Cette notice est rédigée par R. Hunziker.

2. M. Petitpierre se trouve dans cette localité de l'Oberland bernois pour participer à une séance de la Commission des Affaires étrangères du Conseil national. Résidant dans le même hôtel, B. L. Montgomery exprime le vœu de s'entretenir avec le Président de la Confédération. Sur ce séjour de B. L. Montgomery en Suisse, cf. aussi N° 30 dans le présent volume.

action en raison de leurs intérêts contradictoires, il en résulte une indécision dans leur attitude à l'égard de l'Allemagne, indécision que les Russes exploitent à outrance. Il ne reste plus une minute à perdre. Il faudrait établir un bloc solide des pays de l'Europe occidentale, dans lequel on incorporerait l'Allemagne, en vue de créer une barrière efficace contre l'invasion russe³.

L'alliance des «Puissances à Bruxelles» n'était qu'un premier pas dans cette voie. On se souviendra que le Maréchal Montgomery a été chargé d'élaborer un plan commun pour la défense militaire des cinq puissances participantes. A ce propos, le Maréchal relève en passant qu'il a toujours eu pour principe de faire remarquer qu'il n'était qu'un soldat, que comme tel il n'avait pas à décider entre la guerre et la paix, que son rôle devait se borner à renseigner à fond les politiciens auxquels incombait la tâche de prendre les décisions importantes. Dans ses pourparlers avec les plénipotentiaires des puissances réunies à Bruxelles, il a rencontré beaucoup de difficultés. Au lieu de chercher en quoi ils pouvaient contribuer, ils se réunissaient pour voir ce qu'ils pouvaient obtenir d'une telle alliance. La France par exemple qui, par sa position géographique et sa tradition historique, devrait être forte puisqu'autour d'elle devrait s'organiser la défense stratégique de l'Europe occidentale, cette même France était très faible. Chaque fois que Montgomery avait obtenu que ses idées sur la défense de l'ouest soient plus ou moins acceptées, les ministres français compétents étaient éliminés du Gouvernement du fait de la chute du cabinet dont ils faisaient partie. Mais comme quelques-uns d'entre eux se retrouvaient dans la nouvelle équipe gouvernementale, le Maréchal arrivait quand même peu à peu à faire accepter son point de vue. D'une façon générale, on peut dire qu'il était extrêmement difficile d'amener les hommes d'Etat des cinq pays en cause à se mettre d'accord même sur une simple question de détail. Il a cité comme exemple le problème suivant: pour mener à bien un plan de consolidation et de défense de l'Europe occidentale, il était absolument essentiel de se servir, d'une façon ou de l'autre, du potentiel de travail du peuple allemand. Les hommes d'Etat présents ont craint déjà que le Maréchal Montgomery ne veuille réarmer l'Allemagne, ce qui n'était nullement le cas.

Passant à la Suisse, le Maréchal a déclaré que notre pays jouait un grand rôle dans son plan stratégique. Lors de ses tournées d'inspection, de la Méditerranée jusqu'à la Mer du Nord, par la chaîne des Alpes et en longeant le Rhin, il a eu l'occasion d'examiner notre système de défense. Pour le Maréchal, il est souhaitable que la Suisse garde à tout prix sa neutralité sur le plan militaire. Ceci exige que notre armée et nos méthodes de défense correspondent aux nécessités de l'heure. Si la Suisse n'était pas à même de se défendre, le plan du Maréchal Montgomery pour la défense stratégique de l'Europe s'effondrerait.

3. *Sur la conception de défense de l'Ouest de Montgomery, cf. Memorandum Montgomery über die östliche Verteidigungslinie der Westalliierten, 14. 9. 1949, E 5800(-)/1/2. Il est le résultat d'un voyage d'étude de Montgomery, de la Méditerranée aux bords du Rhin jusqu'à la mer du Nord, entre le 18 août et le 10 septembre 1949.*

Sur le plan économique par contre, Montgomery suggère que la Suisse poursuive une politique de coopération de plus en plus étroite avec les autres pays de l'Europe occidentale. Il craint que, dans le cas contraire, nous courrions le risque d'être isolés avec toutes les répercussions fâcheuses qu'une telle situation entraînerait pour nous.

Le Maréchal a tenu à commenter ensuite la situation sur un autre point névralgique du monde, à savoir le sud-est de l'Asie. Par une politique contradictoire, les Puissances occidentales sont arrivées à aggraver la situation de façon telle que la Chine doit être considérée comme définitivement acquise au communisme et à la Russie. En outre, les puissances occidentales risquent de perdre l'Indochine. Le Maréchal n'exclut pas la possibilité de voir la Birmanie passer également dans le camp adverse, encore avant l'Indonésie. Il croit qu'à ce moment-là le danger communiste s'étendra à la Malaisie et aussi à l'Inde, de sorte qu'il en résulterait un bloc d'un milliard d'habitants aux ordres de Moscou. Il est absolument nécessaire de tâcher de remédier à cet état de chose par un plan commun entre la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, la France et les Pays-Bas avant que n'éclate une conflagration catastrophique.

D'une façon générale, j'ai confirmé au Maréchal Montgomery qu'aussi pessimistes que soient ses vues, il était intéressant de constater qu'elles correspondaient aux miennes, ceci était d'autant plus remarquable que nos sources d'information étaient différentes.

Suite de l'entretien, à 21 h. 30:

Le Maréchal Montgomery déclare que la Suisse jouait un très grand rôle dans le système de défense de l'Europe occidentale et, selon lui, pour deux raisons différentes: d'abord parce que son plan stratégique pour la défense de l'Europe occidentale était basé sur la possibilité qu'a la Suisse de se défendre avec efficacité⁴; ensuite parce qu'il éprouve une grande sympathie pour notre pays.

Selon Montgomery, il est indispensable que la Suisse ne se laisse pas entraîner dans une alliance militaire, mais qu'elle garde une stricte neutralité. Cette considération implique toutefois pour la Suisse que son armée soit véritablement en mesure de défendre le pays.

Après avoir été chargé d'organiser la défense européenne à l'ouest, le Maréchal Montgomery avait entrepris des tournées d'inspection sur une ligne déterminée allant de la Méditerranée à la Mer du Nord. Dans le cadre de ses investigations, il a aussi examiné le système de défense de la Suisse et il est arrivé à la conclusion que l'armée suisse n'était pas à même de défendre notre pays⁵. Ceci avait beaucoup inquiété le Maréchal qui a demandé que l'on procède à un examen minutieux des ressources militaires et du système de défense de la Suisse il y a un an par la mission britannique Cottrell-

4. M. Petitpierre note en marge de ce mot: sa neutralité.

5. Dans un entretien avec le Chef de l'Etat-major général de l'armée suisse, le 28 janvier 1950, Montgomery a déjà fait part de ses appréciations sur l'organisation, l'équipement et les dispositifs de l'armée suisse, cf. la note confidentielle de L. de Montmollin du 1^{er} février 1950, N° 30 dans le présent volume.

Hill⁶. Le rapport de cette mission avait été déposé auprès de l'autorité compétente en Suisse, mais aucun changement n'était survenu qui laissa supposer qu'on avait tenu compte de ses recommandations.

Les constatations du Maréchal visent surtout deux points:

1. Dans le budget militaire de la Suisse, l'aviation occupe un rang disproportionné. Il est tout à fait erroné de vouloir, comme nous le faisons actuellement, créer une aviation basée sur des appareils de chasse modernes, qui coûtent cher et qui, en cas de guerre, ne seraient d'aucune utilité, ceci parce que d'une façon générale le territoire helvétique est beaucoup trop restreint pour permettre le déploiement efficace de telles escadrilles, même si nous possédions des appareils radars placés dans des postes stratégiques avancés, comme par exemple à Trieste, Munich, Strasbourg, etc. Dans ces conditions, notre aviation de chasse si coûteuse constitue un gaspillage d'argent que notre pays ne peut guère se permettre.

Par contre, ce qui nous fait actuellement défaut, ce sont des avions moins puissants, plus lents, destinés à faire la liaison soit entre le commandement et les troupes, soit entre les différentes unités sur le front. Le Maréchal Montgomery estime que ce type d'avions est tout à fait indispensable dans une guerre moderne.

Conclusion: supprimer les avions de chasse. Se servir de la moitié du budget prévu pour l'aviation en vue de l'achat et de l'entretien d'une aviation de liaison et de reconnaissance, et l'autre moitié pour les besoins de l'armée.

2. Les méthodes d'instruction de l'armée suisse sont démodées et par conséquent erronées⁷. Le Maréchal Montgomery n'a pas de doute que les troupes suisses se battraient avec la plus grande bravoure, mais qu'avec les méthodes surannées employées chez nous, elles seraient vouées au massacre. Il est faux d'avoir un groupement d'instruction distinct du service de l'état-major général.

Conclusion: Suppression du Colonel-commandant de corps à la tête du groupement d'instruction. Le remplacer par un jeune, dynamique et réceptif, pas plus élevé au point de vue rang que lieutenant-colonel et colonel. Il serait désirable d'envoyer cet officier par exemple en Grande-Bretagne pour qu'il y apprenne les méthodes modernes d'instruction.

Si cette modification avait lieu tout de suite, le changement nécessaire des méthodes utilisées pour l'instruction de notre armée pourrait s'effectuer dans un délai d'environ un an et demi à deux ans, peut-être juste à temps pour éviter le pire.

Le Maréchal Montgomery a signalé qu'il rencontrerait M. le Conseiller fédéral Kobelt à Zweisimmen en date du 21 février, et qu'il lui remettrait un papier confidentiel contenant les idées et les vues qu'il avait exposées ci-dessus⁸.

6. Une traduction allemande de ce rapport du Général britannique R. C. Cottrell-Hill, d'octobre 1949, de 43 pages, se trouve dans E 5800(-)/1/2.

7. Pour la réaction du chef de l'instruction de l'armée, le colonel H. Frick, aux critiques de Montgomery, cf. sa lettre à K. Kobelt du 18 mars 1950, E 5001(F)-1/44.

8. Selon un rapport de K. Kobelt non signé, daté du 25 février 1950, intitulé Bericht über

J'ai remercié le Maréchal Montgomery d'avoir bien voulu exprimer son opinion sur ces différents points et j'ai ajouté que je ne manquerais pas de m'en entretenir avec le Chef du Département Militaire après la rencontre à Zweisimmen.

Ferienaufenthalt Feldmarschalls Montgomery in der Schweiz, Februar, *la rencontre Kobelt – Montgomery à Zweisimmen a eu lieu le 18 février. Le papier confidentiel remis à Kobelt est daté du 10 février 1950 (à la main) et intitulé The Swiss Army. The true facts of the situation. February 1950. Memorandum by Field-Marshal Montgomery, E 5800(-)/1/2 (DoDiS-8874). Un deuxième entretien eut lieu entre Montgomery et Kobelt, le 22 février 1950, à la Légation de Grande-Bretagne à Berne, au cours duquel le rapport Cottrell-Hill est discuté.*